

PREFECTURE DE LA SAVOIE

ARRETE PREFECTORAL

**portant suspension d'activité
dans le cas d'un danger grave**

Société FAMY

Commune de VAL D'ISERE

Le Préfet de Savoie, Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code Minier et notamment son article 107;
- VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières pris en application de l'article 107 du Code Minier, et notamment son article 4 ;
- VU le Règlement Général des Industries Extractives (RGIE) introduit par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 et notamment son titre « Règles Générales » (RG);
- VU l'arrêté préfectoral du 07 août 2003 autorisant la société FAMY à exploiter une carrière à ciel ouvert de moraines et d'éboulis calcaires sur le territoire de la commune de Val d'Isère au lieu-dit « La Daille »;
- VU le courrier du 18 novembre 2008 de la société FAMY informant la DRIRE de Chambéry de la chute de blocs survenue les 16 octobre et 12 novembre 2008 provenant de la falaise surplombant la carrière et dont l'étendue a été circonscrite au carreau de la carrière grâce à la présence des merlons de protection de la RD902;
- VU l'importante chute de blocs survenue le 1er mai 2009 provenant à nouveau de la partie haute de la falaise située hors emprise de la carrière et dont l'éboulement a impacté la carrière ainsi que la route départementale 902 longeant le site;
- VU l'avis et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement par rapport en date du 11 mai 2009;

CONSIDERANT que la carrière est à l'arrêt depuis début octobre 2008, date à laquelle les conditions météorologiques ont contraint l'exploitant à suspendre ses activités pour l'hiver et la saison de ski mais que la reprise d'activité est imminente;

CONSIDERANT que les chutes de blocs répétitives mettent en péril la sécurité du personnel de l'entreprise FAMY, des sous-traitants et des clients susceptibles de venir s'approvisionner en matériaux et qu'elles justifient la suspension d'activité,

CONSIDERANT que la récente chute de blocs (1^{er} mai 2009), d'une forte intensité témoigne d'un péril avéré et justifie une action d'urgence telle que prévue à l'article 4 du décret 99-116 du 12 février 1999 susvisé,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture

ARRETE

ARTICLE 1

L'exploitation de la carrière située au lieu-dit « La Daille » sur le territoire de la commune de Val d'Isère par la société FAMY, dont le siège social est situé 415 rue de la Poste – B.P. n°6 - 01200 CHATILLON- EN-MICHAILLE, est suspendue jusqu'au complet respect des prescriptions des articles 2 et 3 suivants.

ARTICLE 2

La société FAMY est tenue de réaliser une étude des risques de chutes de blocs et d'éboulement provenant à la fois de la falaise surplombant la carrière mais également de la falaise située dans l'emprise même de la carrière.

Cette étude s'attachera notamment à déterminer les travaux de purge et de minage et les éventuels équipements ou protections à mettre en place sur la falaise afin de sécuriser le site de la carrière et permettre une reprise d'activité en toute sécurité. En tant que de besoins, cette étude comportera des modélisations de profils trajectographiques.

Cette étude pourra être menée en lien avec les différentes parties prenantes (Mairie au titre de la propriété des terrains surplombant la carrière, conseil général au titre de la sécurisation de l'infrastructure routière voisine).

Il appartient à l'exploitant de rechercher et de définir avec les différentes parties prenantes, les modalités de cette étude.

Cette étude sera transmise à monsieur le préfet en trois exemplaires.

ARTICLE 3

La reprise d'activité de la carrière est conditionnée à une autorisation préfectorale préalable qui ne pourra être délivrée que si les conclusions de l'étude visée à l'article 2 susvisée sont favorables à une reprise d'exploitation en toute sécurité.

ARTICLE 4

La société FAMY est tenue de prendre toutes dispositions pour assurer pendant la suspension de l'activité, les mesures de sécurité nécessaires :

- à la protection des intervenants chargés de réaliser les travaux de mise en conformité;
- à la sécurité du site vis à vis du public.

ARTICLE 5

Les dispositions du présent arrêté sont immédiatement exécutoires.

En cas de non-respect, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur (Article 140 du Code Minier et Article 6 du décret du 12/02/1999 relatif à l'exercice de la Police des Carrières).

ARTICLE 6

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 7

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Savoie, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- la société FAMY,
- Madame la Sous-Préfète d'Alberville,
- Monsieur le Maire de Val d'Isère.

Fait à Chambéry, le 02 JUIN 2009

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

Jean-Marc PICAND